



# PHILIPPE RICHARD

Expert développement économique

## PROFIL

Intervenant stratégie de territoire, étude de marché, évaluation et montage d'immobilier d'activité, définition de zones d'activités

Ingénieur de l'INSA de Lyon (1979)

Master of Sciences Illinois Institute of Technology, Chicago USA

Institut de Contrôle de gestion

## PARCOURS PROFESSIONNEL

Il a une expérience de près de vingt ans dans le conseil et les études, essentiellement centrées sur la conception et la mise en œuvre de stratégies de territoires, programmes d'actions économiques, études de marché et d'aménagement de territoires.

Il a exercé au sein de deux grands réseaux internationaux : KPMG et Ernst & Young, puis au sein d'un réseau d'experts : Intervenance. Il intervient régulièrement dans des analyses de filière économique.

## EXPÉRIENCE

Plus de vingt ans dans le conseil, dont quatre dans les finances publiques (KPMG),

-En charge de l'action économique au Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur ; il a mis en place de nombreuses mesures d'intervention financière, notamment dans le domaine immobilier d'activité. Il connaît bien les incitations publiques propres à l'immobilier économique.

-Directeur d'une agence de développement en région des Pays de la Loire,

-Conseiller technologique en PACA, en charge de l'animation auprès des entreprises de programmes scientifiques et technologiques de programmes régionaux,

-Il intervient sur de nombreux projet de développement stratégique et économique en Guyane

## **DÉFINITION DE STRATEGIE DE TERRITOIRES ET PROGRAMME D'ACTION**

- 2017 - 2018 **Définition d'une stratégie de développement économique**  
Commune de Montsinéry-Tonnégrande / Guyane ; dans le cadre de son développement, ce e grande commune de Guyane a souhaité entreprendre une analyse détaillée de son potentiel de développement économique, sur les perspectives de création d'emplois de ses différentes filières. L'objectif était aussi de figer un modèle de développement alternatif à celui de la communauté d'agglomération.
- 2017 - 2018 **AMO Programmation, phasage et montage, opérationnel du grand projet urbain Centralité Métropolitaine Sud**  
Grenoble Alpes Métropole ; en partenariat avec Alphaville, analyse des potentiels de développement du territoire métropolitain ;  
Définition d'une stratégie pour la création d'une centralité métropolitaine sud.
- 2014 - 2015 **Analyse et définition de l'organisation du territoire en périphérie du Marché d'Intérêt National de la Métropole de Nice dans le cadre du marché de maîtrise d'oeuvre d'aménagement de la Baronne**  
Établissement Public d'Aménagement Plaine du Var ; suite au déménagement du MIN, les conditions d'aménagement du territoire ainsi que la valorisation des activités en périphérie ont été analysées.
- 2013 - 2014 **Etude franco-suisse pour la détermination du potentiel d'attractivité en matière de développement économique**  
Conseil général du territoire de Belfort et République et Canton du Jura ; cette étude franco-suisse avait pour objectif d'analyser conjointement, l'impact des nouveaux moyens de communication (notamment autoroutier) sur le territoire, son nouveau positionnement et son attractivité pour les entreprises.
- 2012 - 2013 **Réalisation d'une étude sur la Politique Maritime Intégrée du bassin Caraïbéen**  
Conseil régional de la Martinique ; cette importante étude visait à définir l'impact de l'augmentation du gabarit du canal de Panama sur le transit maritime caraïbéen et, in fine, les filières économiques martiniquaises. Ont participé les services de l'Union européenne et l'ensemble des organisations Caraïbéennes (Cariforum, AEC, OECS ...).
- 2012 - 2013 **Réalisation d'un pôle automobile - mission de programmation**  
Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier ; dans le cadre des projets d'aménagement de l'agglomération, les acteurs locaux ont souhaité regrouper dans un pôle clairement identifié l'ensemble des activités liées à la vente automobile.
- 2012 **Stratégie de reconversion**  
Établissement Public d'Aménagement de Plaine de France (2012); l'EPA a souhaité disposer rapidement d'un rapport présentant les différentes orientations possibles pour le redéveloppement du site PSA d'Aulnay-sous-Bois.

- 2012 **Stratégie de territoires**  
Etablissement Public d'Aménagement Marne la Vallée (2012); dans le cadre de la mise en place d'un Contrat de Développement Territorial, EPAMARNE a souhaité engager une étude rapide sur les axes de développement économique et de marketing territorial du territoire Bry sur Marne-Champigny-Villiers-Chennevières en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux.
- 2011 **Stratégie de développement économique**  
Communauté d'agglomération du Val de France ; dans le cadre de la préparation du Contrat de Développement Territorial, la Communauté d'agglomération associée à la ville de Gonesse a souhaité, en parallèle à un projet d'aménagement du territoire, concevoir et disposer d'une stratégie de développement économique. Ce travail a été réalisé sous quelques semaines.
- 2010 **Définition d'une stratégie de développement territorial**  
Communauté de communes du Val d'Essonne ; suite à l'arrêt des activités de la Base aérienne de Bré gny (700 ha), la communauté de communes a souhaité disposer d'une analyse prospective sur son territoire, afin d'adapter sa stratégie de développement. Ont été pris en compte les problématiques d'éco-ac tivés, de biotechnologies et santé (création de l'IRBA), de charte agricole etc
- 2004 - 2005 **Diagnostic économique du Puy de Dôme**  
Conseil Général ; l'objet de l'étude était un diagnostic global du territoire, à la fois sur le plan de son économie et de ses aménagements (état des zones d'ac tivés), puis la proposi on d'un programme d'actions.
- 2004 - 2005 **Définition d'un programme de développement économique et analyse stratégique du territoire**  
Communauté d'Aggloméra on de Compiègne (2004-2005); cette étude visait à analyser les condi ons de développement économique du territoire et envisager des pistes d'actions.
- 2002 **Analyse du potentiel d'entreprises externalisables des Iles anglo-normandes vers le continent (Normandie)**  
Conseil général de la Manche et CCI ; Jersey a une économie en très forte croissance et corréla vement la volonté de limiter son développement et sa population.  
Les secteurs d'activité industrie et tourisme sont amenés à se "cannibaliser"  
Face à ce constat, le Département de la Manche et la Chambre de commerce de Granville ont souhaité connaître le poten el d'entreprises externalisables.
- 2001 **Définition d'un programme opérationnel de développement économique du département de l'Aude**  
Conseil Général ; A la demande du Préfet de l'Aude, et de tous les partenaires locaux, un programme global d'ac ons économiques a été proposé et adopté par l'ensemble des parties. Il comprenait des mesures concrètes d'appui aux entreprises, la créa on de zones, l'accueil d'entreprises etc ...

- 2000 - 2001 **Réalisation du schéma d'aménagement Haute-Savoie 2020**  
Conseil Général de la Haute-Savoie ; Une vision prospective du territoire a été dégagée, puis traduite en matière d'occupation de l'espace. Les échanges avec la Suisse ont été abordés. Des groupes de prospective ont été organisés avec les acteurs locaux.
- 1999 - 2001 **Analyse prospective globale du département de la Manche et réalisation d'un schéma de développement de zones d'activités**  
Conseil Général de la Manche ; Cette importante étude avait pour objet la définition du positionnement économique du département : situation et évolution prospective de la plupart des secteurs économiques : légumes, coquillages, lait, viande, luxe, métallurgie... L'état des services publics, des infrastructures, des zones d'activités, des ports ... Le niveau de concurrence inter-territoires, les potentialités (échanges avec la Grande-Bretagne ...) etc... Une proposition de stratégie de développement et des mesures concrètes (dont la localisation des zones d'activités à créer) ont été présentées en Assemblée Plénière, adoptés, puis mises en oeuvre.
- 1997 **Analyse prospective des bassins économiques de la zone côtière des Alpes-Maritimes**  
Conseil Général des Alpes Maritimes ; Cette mission confiée à cinq entités différentes avait pour objet d'analyser l'évolution économique de cinq bassins de la zone côtière. Ph Richard a coordonné l'intervention des quatre cabinets et réalisé l'analyse sur Antibes/Sophia.

### **SCHÉMA DE DÉVELOPPEMENT**

- 2007 **Schéma Directeur des ports de plaisance des Alpes-Maritimes**  
Conseil Général des Alpes Maritimes ; L'ensemble des ports du département ont été pris en compte. Une proposition de développement a été faite
- 2005 **Schéma de développement des infrastructures de plaisance**  
**Analyse des conditions de développement de la plaisance**  
Région Réunion - Océan Indien ; dans le cadre de la révision du schéma d'aménagement Régional, cette étude visait à évaluer les besoins en places de port et identifier les projets portuaires à créer.
- 2003 **Définition d'un schéma d'aménagement de développement touristique pour la Cacem**  
Communauté d'agglomération du Centre de la Martinique (2003); Suite à la mission sur Fort de France, il a été décidé d'étendre la réflexion au territoire communautaire et de définir une liste d'investissements à réaliser en matière de développement touristique.
- 2003 **Faisabilité d'un center parc aux Ailettes (territoire de Laon)**  
Conseil général de l'Aisne ; Sur le site lacustre des Ailettes, le Conseil général a souhaité réaliser un center parc et évaluer la demande pour une telle infrastructure.

- 2002 **Définition d'un schéma d'aménagement de développement touristique pour la ville de Fort de France**  
 Ville de Fort de France ; Face à la situation de crise du tourisme en Martinique, la ville de Fort de France a souhaité analyser son potentiel et disposer d'un programme d'actions chiffré dans le cadre de sa relance. Ce travail a inclus l'analyse du positionnement touristique de La Caraïbe et la définition d'un "quartier branché".
- 2001 **Définition d'un schéma de développement touristique du briançonnais dans le cadre de l'élaboration d'un Scot**  
 Communauté de communes de Briançon ; tous les aspects de l'offre et de la demande touristiques ont été analysés ; le territoire a été positionné et l'ensemble des projets évalués.
- 2000 **Définition d'un schéma d'aménagement du centre ville ancien de Morestel, conception d'animations, recherche d'artisans pour implantation en centre ville**  
 Commune de Morestel (38) ; La commune de Morestel a un centre ancien attractif; de nombreux peintres y travaillent; nous avons conçu des programmes d'animation; identifié des artisans et proposé des conditions d'accueil en centre ville.

### **ÉTUDE DE FILIÈRE**

- 2015 - 2016 **Assistance à Maitrise d'Ouvrage à la commune de Montsinéry-Tonnégrande (Guyane) pour la mise en place d'une filière ostréicole.**  
 Commune de Montsinéry-Tonnégrande ; une assistance complète a été apportée : conception et organisation de la filière, rédaction des dossiers de demande de classement, négociation avec les services de l'Etat.
- 2014 **Etude pour le développement de technologies et services innovants permettant la structuration d'une filière nautisme éco-responsable**  
 Communauté d'agglomération du sud Pays Basque ; l'objet de cette étude de filière était de définir un plan d'action détaillé pour la filière nautique en Pays Basque, après analyse de ses besoins. Le lancement d'un Living Lab dans le nautisme a été proposé.
- 2011 **Filières stratégiques du Val de France; analyses, conditions de développement et d'implantation**  
 Etablissement Public d'Aménagement du Val de France ; les points étudiés ont été : définition des filières et secteurs cibles, localisation, besoins immobiliers et fonciers, programme de marketing territorial.
- 2004 **Analyse de la filière Bois du département de la Corrèze**  
 Conseil général de la Corrèze ; Afin d'accueillir de nouvelles entreprises dans des zones récemment créées, l'ensemble de la filière bois a été analysé : structure des entreprises, besoins, relations interentreprises ... cette démarche a permis d'identifier les potentialités de la filière puis accueillir des candidats pour une implantation.

- 2004 **Définition d'un plan de développement à cinq ans de la filière nautisme / plaisance en Corse**  
Agence de Développement Economique de Corse ; toutes les infrastructures portuaires de Corse ont été étudiées, ainsi que la situation de l'ensemble des acteurs de la filière. Le plan de développement proposé a été adopté par l'Assemblée territoriale.
- 2002 **Analyse de la filière nutraceutique d'Auvergne**  
Conseil Régional d'Auvergne ; dans le cadre de la diversification des entreprises auvergnates de l'agroalimentaire, il s'agissait d'analyser le potentiel particulier de ce secteur, pour y réaliser des investissements et des alliances.
- 2002 **Réalisation du Contrat Emploi Prospective (CEP) Métallurgie de Rhône-Alpes**  
Udiméra, Région Rhône Alpes (2002); l'objectif général était de prévoir le volume de recrutement à trois ans dans les six branches composant la métallurgie régionale. Une lourde étude prospective a été réalisée fondée sur des réunions de brain-storming des dirigeants d'entreprises, leurs DRH et spécialistes de nouveaux produits.
- 2001 **Etude de la sous-traitance Défense en Paca et analyse de la filière superyacht sur la côte méditerranéenne française**  
Drir Paca ; Cette mission a permis de bien cerner les besoins des PME/PMI des secteurs de la réparation navale : mécanique, électronique, peinture, équipement ... les conseiller pour améliorer leur offre vis-à-vis des grands chantiers de réparation de yachts.
- 2000 **Appui au redéploiement des sous-traitants Défense de Toulon-Etang de Berre**  
Ministère de la Défense et Datar ; Afin de soutenir les sous-traitants Défense dans leur diversification, une opération d'appui a été conduite comportant : audit opérationnel individuel, propositions d'actions, analyse de la filière "grande plaisance" en vue d'un redéploiement vers ce secteur, particulier.
- 1999 **Analyse de la filière métallurgie dans la vallée de l'Ondaine (Saint-Etienne)**  
Syndicat intercommunal de la vallée de l'Ondaine ; Dans le cadre des opérations de redynamisation de la vallée et de la mise en place d'un contrat d'objectif, l'organisation de la filière a été étudiée, de même que l'état des entreprises leader, les potentiels de développement, les métiers maîtrisés par les entreprises ...

## **STRATÉGIES IMMOBILIÈRES**

- 2014 - 2015 **Analyse et Définition d'une stratégie pour l'immobilier tertiaire dans le cadre de l'élaboration d'un plan guide et du projet urbain du secteur de l'entrée de l'aéroport du Bourget**  
Communauté d'Agglomération de l'Aéroport du Bourget et Société Publique Locale ; analyse du marché de l'immobilier tertiaire et stratégie « produit ».

- 2014 **Evaluation qualitative et quantitative de la demande en immobilier d'entreprises dans la région Guyane**  
Préfecture de Région ; analyse de l'offre et de la demande en immobilier d'activités : rédaction d'un document de référence pour les institutions et professionnels locaux.
- 2006 - 2007 **Définition de mesures incitatives en matière de financement de l'immobilier et élaboration d'un schéma de développement de pépinières d'entreprises**  
Conseil général des Alpes de Haute Provence; cette étude a comporté un benchmark européen sur les pépinières d'entreprises ; des formules variées de programmes immobiliers pour entreprises ont été proposées.

### **PÉPINIÈRES-INCUBATEURS D'ENTREPRISES**

- 2007 **Etude de définition et de programmation sur la création d'un incubateur d'entreprises touristiques innovantes à la Réunion**  
ODIT France ; cette étude a inclus la définition de l'innovation touristique; l'évaluation du potentiel à la Réunion; un benchmark; une programmation.
- 2005 **Positionnement de la pépinière de la caserne Gourault**  
Communauté d'agglomération du Soissonnais ; dans le cadre de la reconversion de la caserne, une évaluation de la demande pour l'occupation de la pépinière, a été faite.
- 2004 **Faisabilité et définition des conditions de fonctionnement d'une pépinière biotech**  
Conseil général du Val de Marne ; cette étude a pris en compte le mode de gestion, le financement, l'organisation des locaux
- 2003 **Faisabilité d'une pépinière d'entreprises innovantes et à contenu technologique spécialisées dans la réparation de superyachts**  
Semidep ; Il a été conçu, dimensionné et évalué un site immobilier animé par une équipe spécialisée pour accueillir, conseiller et promouvoir les entreprises travaillant dans la réparation-construction de superyachts.
- 1998 **Analyse prospective de la situation économique de la communauté d'agglomération de Cherbourg dans le cadre du renouvellement du Plan Local de l'Habitat**  
Communauté urbaine de Cherbourg ; Il s'agissait de réaliser une analyse prospective de l'économie de la ville (démographie, situation de l'habitat, situation de la population, état des activités industrielles ...), avant de renouveler le PLH de la CUC.
- 1995 **Commercialisation de la pépinière**  
Centre Européen d'Entreprise et d'Innovation de Marseille Château Gombert ; Commercialisation de la pépinière

## **ZONE D'ACTIVITÉ ; MARKETING TERRITORIAL**

- 2014      **Cadrage sur les conditions de réalisation d'une zone logistique de vingt hectares sur le site du Galion**  
Commune de Montsinéry-Tonnégrande ; analyse de la pertinence de création d'une zone logistique sur le sud de l'agglomération de Cayenne.
- 2013      **Réalisation d'une étude de positionnement et de faisabilité pour la création d'une zone d'activité tertiaire et scientifique**  
Communauté de communes de la Côte d'Albâtre ; analyse du marché et définition d'activités.
- 2012      **Définition d'un écosite**  
Communauté d'agglomération du Centre Littoral – CACL (Cayenne – Guyane) ; dans le cadre d'un centre de traitement des déchets, un site multifonctionnel a été conçu.
- 2011      **Définition et positionnement d'une zone d'activité industrielle à Genappe (sud de Bruxelles);**  
Groupe Nivelinvest (Sarsi) ; en parallèle à un programme de réaménagement d'une friche industrielle (sucrierie), la mission a consisté à justifier la création d'une zone d'activité d'une vingtaine d'hectares : analyse des flux industriels sur la région, création-synergie-concurrence inter zones, typologie des activités à accueillir.
- 2006 - 2007      **Faisabilité d'un pôle nautique à Aigues Mortes**  
Communauté de communes Terre de Camargue ; ont été cernés au cours de cette étude : les entreprises susceptibles de s'implanter sur une zone technique, le niveau qualitatif et quantitatif de la demande, les ouvrages à mettre en place, les conditions de fonctionnement.
- 2006      **Analyse financière et positionnement économique de la zone de carénage de Saint Quay Portrieux dans le cadre d'une délégation de service public**  
Commune de Saint Quay Portrieux – analyse financière de l'exploitation et positionnement économique d'une zone de carénage.
- 2004      **Positionnement du site de réparation et d'escales de superyachts à Canet Scerem Perpignan ;** les acteurs perpignanais, dans le cadre du lancement d'un site de réparation de superyachts, souhaitent connaître l'ensemble des projets méditerranéens et le positionnement de leur projet.

## **RECHERCHE D'INVESTISSEURS**

- 2004 - 2006      Recherche internationale d'entreprises de la plaisance souhaitant s'implanter en région Languedoc Roussillon  
Invest Languedoc Roussillon; un fichier mondial d'entreprises de la plaisance ont été constitué.

2006 Rédaction d'un dossier pour une levée de fond dans le cadre d'une candidature à la gestion du port de La Seyne sur mer  
Société Résidence Boat

2005 Contribution à l'implantation européenne  
Bellingham ; un terrain, de l'immobilier a été recherché...

### **FINANCES PUBLIQUES ; INTERCOMMUNALITÉ**

2007 Analyse financière de l'exploitation du port fluvial de Seurre (21)  
dans le cadre du transfert de la compétence portuaire  
Communauté de communes de Seurre

2005 Faisabilité et prévisionnels financiers d'un port de plaisance à Casablanca  
Scet Maroc ; rédaction d'un avant-projet de business plan.

1998 Evolution de l'intercommunalité de Modane  
Datar Alpes ; Après une analyse des conditions de développement touristique  
et économique, il s'agissait de faire évoluer la structure d'intercommunalité.

1996 Audit financier de la ville de Grenoble  
Ville de Grenoble ; Réalisation d'un audit financier de début de mandat.

1995 - 1997 Audit financier, patrimoine, ressources humaines de 155 collectivités au Maroc  
Ministère de l'intérieur marocain; budget: 6 Millions d'euros; 600  
consultants; Cette mission a été conduite par un groupe de 4 consultants:  
conception de la mission, contrôle et réalisation de synthèse.

### **ÉVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE**

2014- 2015 Evaluation du dispositif régional de soutien de l'accompagnement  
à la création-reprise des TPE  
Conseil régional de Franche-Comté ; évaluation de politique publique.

2014 Evaluation d'impacts sur l'emploi des exonérations de charges sociales  
outre-mer; analyse qualitative du comportement des agents économiques  
Ministère des Outre-Mer; Direction Générale des Outre-Mer ;  
approche par entretiens.

2013 Evaluation du Schéma Régional de Développement Economique  
Conseil régional d'Auvergne ; évaluation de politique publique

1997 Evaluation des aides économiques des deux derniers contrats de plan  
dans la région Nord Pas de Calais. Etat et Région  
Conseil Régional Nord Pas de Calais ; une méthode spécifique d'évaluation  
a été développée.

1996 Evaluation du programme économique du Conseil général de l'Isère  
Conseil général ; l'ensemble des aides économiques a été évalué.

## **ÉVALUATION D'IMPACTS**

- 2006 Analyse des impacts économiques de la RN31 dans l'Oise  
Intercommunalité de l'Oise.
- 2006 Analyse des impacts économiques de l'A89 dans le Puy de Dôme  
et définition de création de zones d'activités  
Conseil général du Puy de Dôme
- 2002 Analyse des impacts économiques de l'A89 dans le département du Rhône  
Conseil général du Rhône.
- 2001 Analyse des impacts économiques suite à l'implantation d'un grand  
chantier de réparation de superyachts à la Ciotat  
Semidep, La Ciotat : évaluation des impacts directs – indirects – induits;  
prise en compte de l'emploi, du chiffre d'affaires, de l'activité  
et de l'image du territoire

## **DÉFINITION DE NOUVELLES ACTIVITÉS**

- 2014 Etude de définition d'un modèle de pôle d'activité en périphérie  
des gares de Delle et Grandvillars  
Communauté de communes Sud territoire ; il s'agissait d'imaginer  
les conditions de création d'un site ludique, commercial, d'entreprises  
en position frontalière franco-suisse.
- 2013 Etude de définition et de conception d'un forum des savoirs  
Etablissement Public d'Aménagement Plaine de France : cette étude visait,  
sur la base d'une analyse foncière à imaginer les activités et contenus  
de ce projet ambitieux. Un benchmark des grandes capitales européennes  
a été réalisé.
- 2012 Définition des activités économiques et immobilières au nord  
de la gare Thiers de Nice  
Communauté d'agglomération de Nice ; au cours de la programmation  
du quartier périphérique de la gare centrale de Nice menée par le cabinet  
Pranlas-Descours, il s'est agi de définir les activités industrielles, tertiaires,  
ludiques en prenant en compte l'ensemble des projets de l'agglomération.

## **RECONVERSION DE FRICHES**

- 2012 Définition des activités de la brasserie de Maxeville (Nancy)  
Etablissement Public Foncier de Lorraine ; cette étude avait pour  
objet de définir de nouvelles activités d'un site souterrain de 2 ha  
(partenariat avec l'architecte urbaniste, Guillaume Equilbey)

- 2011 **Définition des activités de la caserne Haxo (Epinal)**  
Etablissement Public Foncier de Lorraine ; cette étude avait pour objet de définir de nouvelles activités pour ce e ancienne caserne (partenariat avec l'architecte urbaniste, Guillaume Equilbey)
- 2008 - 2009 **Définition d'une nouvelle vocation pour un immobilier en bordure du lac d'Annecy**  
Commune d'Annecy le vieux ; la commune, propriétaire d'une villa en bordure du lac, souhaitait lui donner un nouvel usage. Plusieurs filières locales ont été étudiées dont celle de l'hôtellerie de luxe.
- 2005 **Conception et positionnement du centre-ville de Thiers sur Thève**  
Parc régional de l'Oise ; il s'agissait de définir l'ensemble des activités à localiser dans ce centre-ville (activités commerciales, entreprises ...)
- 2002 **Etude urbanistique de la reconversion de la base aéronavale de Saint Mandrier**  
Mission de Reconversion des Ac fs Immobiliers du Ministère de la Défense - MRAI (DGA) ; Dans le cadre de la reconversion de la BAN, la MRAI a souhaité connaître les conditions de reconversion de la base en chantier de réparation de yachts ou autres. Dans ce cadre, il a été réalisé une étude globale sur l'évolution de plusieurs ports militaires en Europe : Portsmouth, Hanovre, Bilbao. Etude réalisée en partenariat avec Mutations, cabinet d'urbanisme...
- 2001 **Etude économique relative à la reconversion de l'hôpital militaire de Cherbourg**  
MRAI (DGA) ; l'ensemble des activités économiques susceptibles de s'y localiser a été étudié.

### **FAISABILITÉ D'INFRASTRUCTURES**

- 2005 **Faisabilité d'un port de plaisance (Bouregreg) à Rabat et analyse des conditions de développement de la plaisance au Maroc**  
SABR - Maroc ; l'ensemble des ports marocains a été visité; ont été analysées la situa on et les perspec ves de développement de la plaisance au Maroc.
- 2005 **Faisabilité d'un pôle Grande Plaisance**  
Le Marin - Martinique ; cette étude a comporté l'analyse de l'offre et de la demande en matière de ports d'escale, de sites de réparation sur l'ensemble de la Caraïbe ; un programme chiffré a été proposé.
- 2004 **Faisabilité d'une ligne de service pour la gestion de ports de plaisance Saur (Bouygues) ;** cette étude avait pour objectif de définir les conditions d'une offre de service en gestion de ports de plaisance ; l'ensemble des ports nationaux a été étudié au niveau de leur gestion.

- 2002 **Etude de faisabilité d'une plate-forme de réparation de superyachts à Saint-Mandrier**  
CCI de Toulon ; En remplacement de la base aéronavale pour hélicoptères, il a été prévu une plate-forme de réparation de superyachts. Toutes les composantes d'un chantier spécialisé ont été étudiées et chiffrées : accès, linéaire de quai, moyen de levage, circulation des navires à terre, hangars et localisation d'entreprises soustraitantes, accueil des équipages etc ... Au cours de cette mission, une première prospection internationale de chantiers susceptibles de s'implanter a été faite.
- 1995 **Définition, programmation et suivi de la mise en place d'un pôle dédié aux sports automobiles**  
Ville d'Alès ; Les acteurs du bassin minier d'Alès, pour compenser la baisse des activités économiques suite à la fermeture des mines, ont souhaité créer un pôle autour de pistes d'essais pour différents types de voitures de course, avec des entreprises spécialisées, une pépinière d'entreprises etc ... Les études de marché ont été faites, de même que le positionnement concurrentiel du site, la recherche de candidats pour une implantation effective ; le montage juridique ...

### **ASSISTANCE OPÉRATIONNELLE ; AMO**

- 2006 - 2007 **Assistance Maîtrise d'Ouvrage: Reconfiguration et mise aux normes de quatre zones techniques et d'avitaillement, Analyse de la filière plaisance-nautique, Dossier Ports Propres, Faisabilité de l'extension du port de La Ciotat, Impacts et perspectives du yachting, rédaction "Carrefour des plaisances", dossier d'extension des pannes du Vieux Port Marseille Provence Métropole**
- 2005 **Animation-rédaction de la candidature**  
Pôle de compétitivité mer de Bretagne ; cette mission a consisté à animer des groupes de travail, revoir et rédiger des projets, préparer un dossier complet de candidature ; le pôle a été classé parmi ceux à vocation mondiale.
- 2000 **Etude de positionnement et assistance à mise en place de DSP pour la Cité de la mer à Cherbourg**  
CUC Cherbourg ; Dans le cadre du lancement d'une DSP, la CUC a souhaité approfondir le positionnement de la Cité de la mer et être assistée dans le lancement de la DSP.
- 1984 - 1987 **Accompagnement opérationnel pour la reconversion de la Navale à Toulon - La Ciotat**  
Ministère de la Recherche / Chambres de commerce de Marseille et Toulon pendant trois ans, assistance, conseil et accompagnement des entreprises sous-traitantes de la réparation navale, en cours de diversification; mise en place de programmes innovants avec l'appui de laboratoires de recherche et centres techniques.